

-----

**Etaient présents** : Messieurs Patrice LECUREUIL, Monsieur Georges FOURDRINIER, Léon DELWART, Patrick BACH, Alain FOUCHÉ, Joël BORGET, Michel BONIGAL, et Madame Muriel EVAIN-BUSSER.

**Etait absent** : Emmanuel PERIN jusqu'à 20H40.

Monsieur Léon DELWART a été nommé secrétaire de séance.

### **2012/166 - Approbation du Procès Verbal de la séance du jeudi 14 juin 2012**

Lecture faite et sans observation à l'issue de l'envoi du dit Procès Verbal aux membres du Conseil Municipal, le Procès Verbal du jeudi 14 juin 2012 est approuvé à l'unanimité, à savoir :

0 voix Contre, 0 abstention, et 8 voix Pour.

### **2012/167 - Délibération sur Instauration du Droit de Prémption Urbain.**

**Monsieur le maire expose au Conseil Municipal :**

L'article L.211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un PLU approuvé d'instituer un Droit de Prémption Urbain (DPU) sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future telles qu'elles sont définies au PLU.

Le DPU permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'intérieur d'un périmètre déterminé.

Il précise l'intérêt pour la commune de se doter d'un droit de prémption sur certaines zones nécessaires au développement de l'agglomération et à la restructuration d'îlots anciens du bourg ou des hameaux : réalisation de nouvelles zones d'habitation, réaménagement des quartiers anciens, création ou extension d'équipements publics, aménagements de liaisons piétonnes, sécurisation de carrefours ...

En conséquence, Monsieur le maire propose d'instituer un DPU sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser afin de permettre :

- l'aménagement de nouveaux quartiers,
- l'aménagement de liaisons douces, de carrefours,
- la restructuration d'îlots anciens,
- la réhabilitation de logements en centre-bourg ou en vue de la création d'équipements publics,
- l'extension ou la création d'équipements publics existants,
- le pré-verdissement des zones à urbaniser.

**Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 8 voix Pour:**

- décide d'instituer le DPU sur les secteurs de zones urbaines et à urbaniser tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente délibération,
- précise que le DPU sera exercé par la commune,
- donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer en tant que besoin le droit de prémption conformément à l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L 2122.17 et L 2122.19 sont applicables en la matière.

Une copie de la délibération et des plans annexés seront transmis:

- à Monsieur le Préfet,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- à Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé,
- à Monsieur le Directeur du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine,
- à Monsieur le Directeur Départemental des services fiscaux,

- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au barreau constitué près le tribunal de grande instance,
- au greffe du tribunal de grande instance.

Par ailleurs une copie sera également adressée au service instructeur de l'unité territoriale de la Direction Départementale des Territoires.

**Le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.**

Un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L. 213-13 du code de l'urbanisme.

### **2012/168 - Délibération sur instauration Déclaration Préalable à l'édification d'une clôture.**

**Monsieur le Maire informe** les membres du Conseil Municipal que, suite à la réforme du permis de construire et des autorisations d'urbanisme (décret n°2007-18 du 5 janvier 2007) entrée en application au 1<sup>er</sup> octobre 2007, le nouvel article R. 421-12 du Code de l'urbanisme stipule que l'édification d'une clôture n'est désormais soumise à Déclaration Préalable que dans 4 cas :

- « a) Dans un secteur sauvegardé dont le périmètre a été délimité, dans le champ de visibilité d'un monument historique défini à l'article L. 621-30-1 du Code du Patrimoine ou dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine ;
- b) Dans un site inscrit ou dans un site classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement ;
- c) Dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application du 7° de l'article L. 123-1 ;
- d) Dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre les clôtures à déclaration. »

**Rappelle** que dans le P.L.U. les clôtures font l'objet de prescriptions (nature, hauteur ...) quelle que soit la zone considérée.

**Propose** donc, par souci de cohérence, de soumettre à déclaration préalable les clôtures sur l'ensemble du territoire communal.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à 8 voix Pour**, de soumettre à Déclaration Préalable les clôtures sur l'ensemble du territoire communal en application du nouvel article R. 421-12 du code de l'urbanisme.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet.

Par ailleurs une copie sera également adressée au service instructeur de l'unité territoriale de la DDT.

**Arrivée à 20h40 de Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint, Emmanuel PERIN, le Conseil Municipal passe de 8 à 9 membres.**

### **2012/169 - Délibération sur affectation recettes supplémentaires budgets Fonctionnement et Investissement 2012.**

Monsieur le Maire, après avoir informé les membres du Conseil Municipal des données portées sur l'état de notification des taux d'imposition de taxes directes locales N° 1259 com (1) FDL 2012, visée le 19 juin 2012 par Monsieur le Préfet d'Indre et Loire permettant d'acter au titre de la variation des produits de la Taxe Foncière Bâtie d'une recette supplémentaire de 75 974.01 € et par communication du 10 mai 2012, du prélèvement au titre du FPRIC (Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes) pour l'année 2012, d'un montant de 9897 € à déduire, précise, qu'en budget de Fonctionnement les recettes supplémentaires au titre du Chapitre 73 seront donc de 66 077.01 €.

Monsieur le Maire indique également qu'en recette du budget d'investissement le versement du FCTVA au chapitre 10, article 10222 a généré une recette supplémentaire de 9114.55 €

Monsieur le maire propose d'affecter comme suit les recettes supplémentaires:

### Décision Modificative N° 3 du Budget Primitif SECTION DE FONCTIONNEMENT

Désignation	RECETTES	DEPENSES
<b>Chap. R 73 IMPOTS ET TAXES</b>	<b>66 077.01 €</b>	
73111 Taxes Foncières et d'habitation	66 077.01 €	
<b>Chap. D 012 CHARGES DU PERSONNEL ET ASSIMILES</b>		<b>25 180.00 €</b>
6218 Autre personnel extérieur		1 680.00 €
6411 Personnel titulaire		6 000.00 €
6413 Personnel non titulaire		9 000.00 €
6451 Cotisations à l'URSSAF		3 600.00 €
6453 Cotisations aux caisses de retraite		4 900.00 €
<b>023 Virement à la section d'Investissement</b>		<b>40 897.01 €</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>66 077.01 €</b>	<b>66 077.01 €</b>

### SECTION D'INVESTISSEMENT

Désignation	RECETTES	DEPENSES
<b>021 Virement de la section de Fonctionnement</b>	<b>40 897.01 €</b>	
<b>Chap 10 Dotations, Fonds divers et réserves</b>	<b>9 114.55 €</b>	
10 222 FCTVA	9 114.55 €	
<b>Chap. D 20 Immobilisations corporelles (sauf opération 204)</b>		<b>9 114.55 €</b>
2031 Frais d'étude		9 114.55 €
<b>Chap. D 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>10 000.00 €</b>
2111 terrains nus		10 000.00 €
<b>Chap. D 23 IMMOBILISATIONS EN COURS</b>		<b>30 897.01 €</b>
2313 Constructions opération N° 150 Équipement défense incendie extérieure		30 897.01 €
<b>TOTAUX</b>	<b>50 011.56 €</b>	<b>50 011.56 €</b>

Après en avoir délibéré et par la décision modificative N° 3 est approuvée par le Conseil Municipal.

### 2012/170 - Délibération sur cession croisée modifications emprise Chemin Rural N° 50 LA GRIPPERIE.

Monsieur le Maire expose que ce dossier de cession croisée de partie du Chemin Rural N° 50 au lieu dit LA GRIPPERIE, mis à l'ordre du jour du Conseil Municipal de 2002, puis mis à l'enquête publique en 2006, n'ont pas fait l'objet des délibérations de cession consécutive à l'enquête, n'ont pas fixé les conditions de cession, et qu'ainsi les actes constatant les transferts de propriétés n'ont pas été signés par les parties.

Monsieur le Maire propose de procéder à la régularisation de ces démarches.

- Vu la délibération du Conseil Municipal du 8 novembre 2002,
- Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur du 21 mai 2006
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2006
- Vu Le Procès Verbal de changement de limite de propriété au lieu dit LA GRIPPERIE du géomètre P.LACAZE du 1<sup>ER</sup> juillet 2004.
- Vu le plan parcellaire du Géomètre P.LACAZE annexé au rapport du Commissaire Enquêteur et visé par les services de la Préfecture d'Indre et Loire le 6 octobre 2006

Après en avoir entendu les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré

le Conseil Municipal décide à l'unanimité soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention :

- De céder la partie de Chemin Rural N° 50 au lieu dit LA GRIPPERIE ancien tracé, telle qu'elle figure au plan de géomètre en date du 6 octobre 2006 annexé, d'une superficie de 378 m<sup>2</sup>. pour un montant de 1 € au Groupement Forestier de Montpoupon.
- D'acquérir, du Groupement Forestier de Montpoupon, la partie de chemin rural N° 50 au lieu dit la GRIPPERIE, nouveau tracé, telle qu'elle figure au plan de géomètre en date du 6 octobre 2006, annexé, d'une superficie de 774 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 €.
- Que la commune supportera la totalité des frais d'actes, honoraires, droits et taxes de ces cessions, puisqu'elle était demanderesse par délibération du 8 novembre 2002.
- De donner Pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature des actes de cession croisée avec modification de l'emprise du chemin rural N° 50, au lieu dit LA GRIPPERIE et tous documents afférents, auprès de l'Etude de Maître JAYET à GENILLÉ 37460.

### **2012/171- Délibération sur aliénation et cession Chemin Rural N° 8 partie embranchement LE CHÊNE.**

Monsieur le Maire expose que ce dossier d'aliénation du Chemin Rural N° 8 partie embranchement au lieu dit LE CHENE, d'une contenance de 219 m<sup>2</sup>, mis à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 14 novembre 2003, suite à la demande de Monsieur Philippe BARILLÉ, puis mis à l'enquête publique du 18 avril 2006 au 4 mai 2006, a fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2006, approuvant les conclusions de l'enquête, mais n'a pas fait l'objet des délibérations de cession consécutive à cette enquête, n'a pas fixé les conditions de cession, et qu'ainsi l'acte constatant le transfert de propriété n'a pas été signé par les parties.

Monsieur le Maire propose de procéder à la régularisation de ces démarches.

- Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2003
- Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 21 mai 2006, visé par les services de la Préfecture d'Indre et Loire le 6 octobre 2006,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2006, rappelant la condition de signature, notamment la demande « *qu'une convention notariée régissant l'évacuation des eaux pluviales soit établie entre les propriétaires M. VAUVY et M. BARILLE* »
- Vu le plan d'enquête du géomètre Cabinet ROUSSEAU annexé au rapport d'enquête
- Vu le document d'arpentage du cabinet géomètre DEPONT du 20 mars 2012 délimitant les fonds parcelles section ZD N° 109 et 89 avec le Chemin rural N° 8 partie embranchement,
- Vu le courrier LRAR du 21 juin 2012 de Monsieur le Maire proposant aux époux BARILLE les conditions de cession,
- Vu le courrier LRAR du 30 juin 2012 des époux BARILLE, acceptant les conditions de cession proposées par Monsieur le Maire,

Après en avoir entendu les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention:

- De céder pour un montant de 1 € le Chemin rural N° 8 partie embranchement au lieu dit Le Chêne, d'une contenance de 219 m<sup>2</sup>, tel qu'il figure au plan de géomètre Annexé au rapport de Monsieur le Commissaire Enquêteur le 21 mai 2006, à Monsieur et Madame Philippe BARILLÉ,
- D'exiger que l'acte notarié régissant la convention d'écoulement des eaux pluviales, recommandée par le commissaire enquêteur et rappelée dans la délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2006 à intervenir entre Monsieur et Madame BARILLÉ, et Monsieur et Madame Raymond VAUVY, riverains du dit embranchement soit établi préalablement à l'acte et annexé à l'acte de cession.
- De mettre à la charge de Monsieur et Madame BARILLÉ, les frais de bornage à établir pour préciser les nouvelles limites du Chemin rural N° 8, notamment en son confluent avec les parcelles section ZD N° 87, N° 88, N° 109, lieu dit le Chêne,
- De mettre à la charge de Monsieur et Madame BARILLÉ, demandeurs, tous les frais de cession, droits taxes et honoraires afférents à cette cession,
- De donner Pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de l'acte de cession pour l'embranchement et partie du chemin rural N° 8 et tous documents afférents, auprès de l'Etude SCP TIERCELIN.BRUNET de Montrichard 41.

## 2012/172 - Délibération sur cession croisée Parcelles C N° 687 et C N° 685.

Monsieur le Maire expose la nécessité qu'il y a eu d'envisager des cessions croisées entre les parcelles lieu dit LE BOURG Section C N° 685 (ex. C 156) appartenant à la commune et section C N° 687 (ex C 564) appartenant à Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR, dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'immeuble au 8 rue Rabelais, pour assurer à la fois, la réalisation des travaux, la pleine jouissance des immeubles au droit des ouvertures, la sécurité des édifices.

Monsieur le Maire précise, qu'à la suite de divers entretiens, échanges de courrier et, réunions contradictoires sur le terrain, un accord est intervenu entre la commune et le propriétaire voisin concerné.

Il propose de régulariser cette cession suite au dernier courrier d'accord de Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR

- Vu la proposition du 7 juin 2010 de la commune de Céré la Ronde aux fins de procéder à l'étude de modifications des limites cadastrales des parcelles LE BOURG section C N° 156 appartenant à la commune et N° 564 appartenant à Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR .
- Vu l'accord de principe donné le 11 janvier 2011 par Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR,
- Vu les plans de division et de cession croisée, dressé par le Géomètre DPLG, Monsieur PARIS cabinet GEOPLUS le 1<sup>er</sup> mars 2011.
- Vu l'accord intervenu et consigné dans le procès verbal de constat contradictoire dressé le 21 octobre 2011, par Maître RAFEL Huissier de Justice à BLÉRÉ en présence des représentants de la Commune de Céré la Ronde et de Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR,

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention:

- D'acquiescer de Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR la parcelle cadastrée LE BOURG, section N° C 687 (partie de l'ex C 564) d'une contenance de 56 m<sup>2</sup> à Monsieur Antoine Maggiar pour un montant de 5 183.09 €
- De céder à Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR la parcelle cadastrée LE BOURG Section C N° 685 (partie de l'ex C 156) d'une contenance de 309 m<sup>2</sup> pour 309 € soit 1€/m<sup>2</sup>.
- De mentionner à l'acte à intervenir, les conditions de jouissance, d'aménagement et d'entretien de la parcelle acquise de Monsieur Antoine Audoin MAGGIAR, telles que précisées dans le procès verbal de constat contradictoire dressé le 21 octobre 2011, par Maître RAFEL Huissier de Justice à BLÉRÉ
- De la prise en charge, par la commune de Céré la Ronde de la totalité des frais de bornage, actes, droits et honoraires attachés à cette cession croisée,
- De donner pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de l'acte de cession croisée entre les parcelles C 687 et C 685, et tous documents afférents auprès de Maître Céline Delpech à FRANCUEIL.

## 2012/173 - Point sur Urbanisme JUIN 2012 et Convention assistance avec la DDT.

- ⊙ Un **CU(a) 12 10013** a été déposé par Maître Nicolas TIERCELIN le 08.06.2012 pour la vente de 7 parcelles agricoles situées à Beauchêne.
- ⊙ Un **CU(a) 12 10014** a été déposé par Maître Céline DELPECH le 29.06.2012 pour la vente de la parcelle communale ZC99 située « Le gros Chillou » au profit de SFR.
- ⊙ La **DP 12 10004** déposée en mairie le 03/05/2012 pour la régularisation de travaux de réfection réalisés sur un préau de 17.50m<sup>2</sup> a été accordée le 07/06/2012
- ⊙ Le **PC 12 10001** déposé en mairie le 23/01/2012 pour la construction d'un double garage de 42 m<sup>2</sup> a été refusé le 29/06/2012 suite à l'avis négatif de la part de l'ABF. Les demandeurs sont invités à déposer un nouveau dossier en mairie en prenant en compte les prescriptions demandées par l'ABF.
- ⊙ Le **PC 12 10004** déposé en mairie le 17/03/2012 pour l'agrandissement de la maison d'habitation de 32 m<sup>2</sup> a été accordée le 08/06/2012.
- ⊙ Le **PC 12 10005** déposé en mairie le 21/03/2012 pour la réhabilitation de la salle polyvalente a été accordée le 25/06/2012. La parution du marché a eu lieu lundi 02 juillet, l'ouverture des plis est prévue le jeudi 26 juillet à 14h, l'analyse des offres et proposition d'attribution des lots le mercredi 29 août à 14h pour une ouverture du chantier prévue mi octobre 2012.
- ⊙ Un **PC 12 10006** a été déposé en mairie le 30/06/2012 pour la construction d'un double garage de 42 m<sup>2</sup> faisant suite au PC 12 10001 refusé.

## Convention assistance avec les services de La Direction Départementale des Territoires dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures d'Urbanisme après approbation du PLU

Comme évoqué lors du conseil du 14 juin 2012, Monsieur le Maire précise que, le Plan Local d'Urbanisme étant maintenant approuvé, les différentes autorisations d'urbanisme qui sont actuellement instruites par le service urbanisme habitat de la DDT et délivrées au nom de l'Etat relèveront désormais de la compétence de la commune et plus spécifiquement du Maire, tant pour l'instruction que pour la délivrance.

Toutefois, si la commune le souhaite, les services de l'Etat se proposent par convention de continuer à assurer gratuitement l'assistance à l'instruction des dossiers d'urbanisme.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal à l'unanimité soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention,

- Approuve le projet de convention tel que présentée par Monsieur le Maire, confiant ainsi l'assistance à l'instruction des actes relatifs à l'occupation des sols à la Direction Départementale des Territoires d'Indre et Loire.
- Donne pouvoir est donné à Monsieur le Maire pour signer la dite convention et avenants en tant que de besoin.

### 2012/174 - Vie Scolaire : CR conseil école du 25/06/2012 et rentrée 2012/2013 ; Révision Règlement et Tarifs Cantine 2012/2013 Révision Règlement et tarif Garderie 2012/2013. Révision Règlement et circuit Transport scolaire 2012/2013

✚ Conseil d'école du 25.06.2012 : Monsieur le Maire rend compte du Conseil d'école qui a eu lieu le 25 juin 2012 à Céré-la-ronde et en résume le procès-verbal.

✚ Commission Vie Scolaire : Après avoir entendu le rapport de la commission scolaire fait par Monsieur Emmanuel PERIN 1<sup>er</sup> Adjoint à la vie scolaire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention d'instaurer les nouveaux tarifs cantine et garderie pour l'année scolaire 2012/2013 comme suit :

#### ❖ Cantine :

- La facturation et le paiement s'effectueront chaque mois, d'avance et pour le nombre de jours réel d'école prévu dans le mois.
- Les absences justifiées (conformément au règlement de la cantine) entraîneront une régularisation sur la période suivante.
- Le règlement sera modifié en son préambule en ajoutant « prévenir du repas supplémentaire à titre exceptionnel dès 9h00 le matin ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité, soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention :

- de ne pas augmenter les tarifs des repas mais de créer un tarif pour repas occasionnels et fixe ainsi comme suit les prix des repas pour l'année scolaire 2012/2013 :
  - **Le repas enfant** sera de 3.00 €
  - **Le repas adulte** sera de 3.50 €
  - **Le repas occasionnel** sera de 3.50 €

#### ❖ Garderie :

Sur présentation du rapport de la Commission scolaire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité, soit 9 voix Pour, 0 voix Contre, 0 abstention de modifier partiellement les tarifs de la garderie municipale périscolaire et de les fixer comme suit pour l'année scolaire 2012/2013 :

##### - **Tarif fréquentation régulière:**

###### ◎ 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> enfant

- 2.75 € pour une fréquentation à la journée (matin et soir).
- 1.10€ la présence du matin seul
- 1.65 € la présence du soir seul

### © à partir du 3<sup>ème</sup> enfant

- 1.81 € pour une fréquentation à la journée (matin et soir).
- 0.71 € matin seul
- 1.10 € la présence du soir seul.
- **Tarif fréquentation occasionnelle:**
  - 4€ de l'heure pour le 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> enfant
  - 2.75€ de l'heure à partir du 3<sup>ème</sup> enfant.
- **Tarif dépassement des heures d'ouverture:**
  - 5.00 € /  $\frac{1}{4}$  heure supplémentaire engagé et par enfant.

### 2012/175 - Préparation du 1<sup>er</sup> Forum des Associations

Monsieur Léon DELWART annonce que 16 associations sont recensées pour participer à ce Forum. La moitié a déjà répondu favorablement. Un courrier va prochainement être envoyé à toutes les associations afin de connaître les animations de chacune proposera durant cette journée dans le but de préparer des flyers qui seront distribués fin août par les élus.

**Ce 1<sup>er</sup> Forum se tiendra le samedi 08 septembre de 14h00 à 18h00 à la salle socioculturelle**

### 2012/176 - Préparation journées Européennes du Patrimoine 15/16 septembre 2012.

Monsieur Léon Delwart, 3<sup>ème</sup> Adjoint à la culture annonce que Monsieur Huguet de l'association St Jacques de Compostelle a été contacté afin d'agrémenter comme l'an passé la visite de l'église avec une conférence à 16h30, qui sera ouverte lors de la journée du patrimoine du dimanche 16 septembre 2012 de 10h à 18h.

### 2012/177 - Questions diverses.

- + **Chemin de la Marsauderie** : Monsieur le Maire expose que la commune d'Orbigny a le projet d'aliéner un chemin qui apparait comme mitoyen sur le plan d'Orbigny alors que sur le plan cadastral de la commune de Céré-la-ronde, celui-ci apparait comme propriété de la commune d'Orbigny.  
Monsieur le Maire charge la commission des chemins de prendre contact avec les services du cadastre, et la commune d'Orbigny afin d'éclaircir cette anomalie et de répondre au pétitionnaire.
- + **Passage busé lieu dit LA PYRAMIDE Section A1 N° 510** : A la suite de l'Arrêté Municipal relatif aux travaux de débardage, stockage et transport de bois, Monsieur BEAUFORT a fait une demande de pose de passage busé au droit de la voie communale N° 10 répondre aux impératifs de l'arrêté et à la sauvegarde de la voirie communale. Monsieur Georges FOURDRINIER, 2<sup>nd</sup> Adjoint à la voirie propose de confier ces travaux aux Ets Busser. Cette proposition est acceptée à l'unanimité.
- + **Détecteurs de fumée**: Monsieur Alain FOUCHÉ, Conseiller Municipal demande à Monsieur le Maire si la commune a le projet de faire installer chez tous ses locataires des détecteurs de fumée.  
Monsieur le Maire précise que comme le prévoit le décret n° 2011-36 du 10 janvier 2011, cette dépense ainsi que l'entretien incombent à l'occupant et non à la commune. Toutefois par souci de sécurité, ces travaux seront pris en charge par la commune et pourront être inscrits au budget de 2014, la date limite d'obligation étant fixée au 8 mars 2015.
- + **Sortie Centre Aéré « La Ribambelle »** : Monsieur le Maire informe que le Centre de Loisirs de Ferrière sur Beaulieu sollicite comme les années précédentes, le service de transport de la commune afin d'effectuer 2 sorties en car durant le mois de Juillet. La demande pour la sortie du 11 juillet étant tardive et Monsieur André BARBIER en congés, seule la sortie du 20 juillet 2012 est accordée. Monsieur Thierry MAREST en assurera le transport sous conditions, et dans la limite de 32 passagers, que :
  - son repas soit pris en charge par les organisateurs
  - les horaires de départ et d'arrivée soient précisément définis
  - la liste des personnes transportées soit jointe à l'attestation d'activité pour répondre à tout contrôle.

- + **Accueil des nouveaux habitants le 14 juillet 2012** : Monsieur le Maire annonce que l'information a été faite auprès des familles concernées par la distribution de flyers dans les boîtes aux lettres et informe Monsieur Joël BORGET, Conseiller Municipal et Président du Comité des Fêtes, qu'il convient de prévoir au maximum une trentaine de repas supplémentaires le soir du 14 juillet. Des tickets seront remis à chaque bénéficiaire pour prise en charge des frais de repas par la commune.
- + **SIEIL** : Monsieur le Maire propose au délégué titulaire, Monsieur Emmanuel PERIN de rendre compte aux membres du Conseil des diverses réunions qui ont été tenues par le SIEIL, notamment celle ayant trait au rapport annuel, et ainsi expliquer comment fonctionne le dit Syndicat.

*Monsieur le Maire porte connaissance aux conseillers de divers courriers et réunions à venir.*

Plus de questions ne venant à l'ordre du jour, M. le Maire déclare la séance levée à 23h15.